

rencontrer la communauté financière de Londres. Ses membres conçoivent l'Ouest du Canada comme une porte sur la région du Pacifique et les occasions qu'elle recèle.

À la réunion du Conseil économique du bassin du Pacifique la semaine dernière, à Vancouver, j'ai exhorté les délégués du secteur privé à profiter de la réunion pour traduire cette espérance et cet intérêt en résultats concrets. Je répète l'invitation ici.

Au niveau interne, le gouvernement fédéral, au Canada, a mis en place un large éventail de mesures politiques destinées à donner à l'économie canadienne une assise solide afin qu'elle soit concurrentielle sur le plan international. Comme plus de 25 p. 100 de notre production et un tiers de nos emplois dépendent directement des exportations, le commerce extérieur est vital pour nous. Nous savons que les solutions traditionnelles ne nous permettront plus d'être à la hauteur et nous nous tournons de plus en plus vers la région du Pacifique pour y trouver des partenaires avec lesquels bâtir notre avenir.

Parmi les politiques que nous nous sommes efforcés de mettre en place au pays, on retrouve notamment la poursuite de la déréglementation, la privatisation, la promotion des investissements et la libéralisation des échanges, la réduction du déficit, d'importantes réformes fiscales et une lutte vigoureuse contre l'inflation.

Il y a déjà des signes de succès. Les taux d'intérêt et d'inflation sont à leur plus bas niveau depuis 20 ans. Des mesures comme l'Accord de libre-échange canado-américain ont ouvert l'économie canadienne, créant un climat positif pour les industries exportatrices canadiennes et des occasions exceptionnelles pour les investisseurs étrangers.

Au cours des sept dernières années, les exportations de marchandises canadiennes dans la région de l'Asie et du Pacifique ont connu une forte hausse, passant de 11 milliards de dollars en 1985 à 16 milliards en 1991 — soit une augmentation de 45 p. 100 en termes courants. Nos exportations de marchandises ont d'ailleurs atteint des niveaux records dans le premier trimestre de cette année.

En outre, nous avons lancé ici même au Canada, une grande initiative sur la question de la prospérité, dans le cadre de laquelle nous examinerons nos réalisations et nos lacunes et nous favoriserons le débat sur les façons de gérer le changement global dans notre économie et d'utiliser efficacement les défis et les occasions de l'étranger pour progresser. Nous espérons de la sorte élaborer un plan d'action qui nous permettra de relever les défis qui nous attendent et d'améliorer notre compétitivité internationale.